

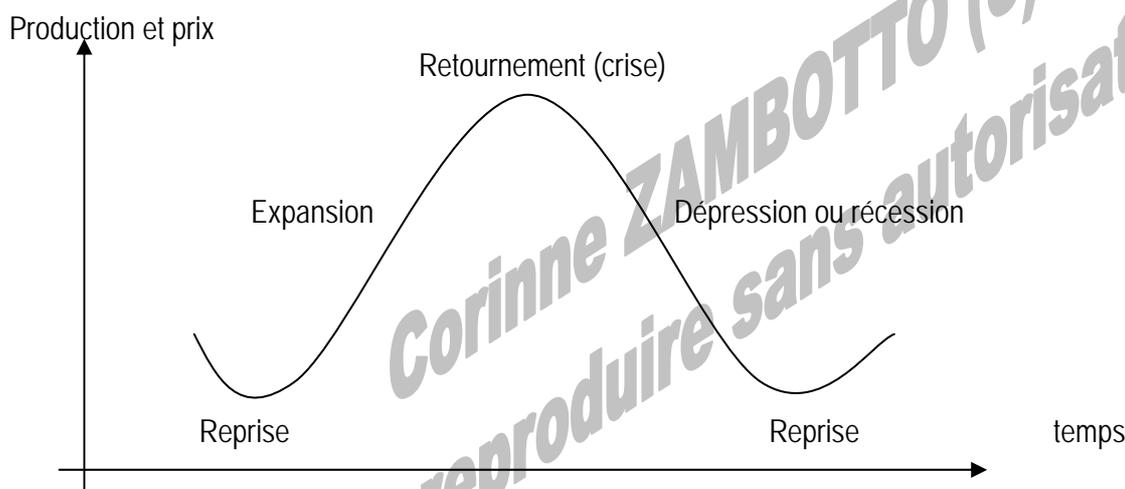
L'activité économique d'un pays, matérialisée par le produit intérieur brut n'est pas régulière, elle subit des **fluctuations** économiques : aux périodes d'expansion succèdent des périodes de ralentissement.

## I. LES FLUCTUATIONS DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Les cycles économiques sont des mouvements de l'activité économique alternés (phase ascendantes et phases descendantes), répétitifs, d'amplitude et de périodicité relativement constantes.

Un cycle peut être décomposé en 4 phases :

1. **phase d'expansion** : les principaux indicateurs économiques sont à la hausse (production, prix, revenus)
2. **phase de crise** : retournement brutal de la conjoncture avec chute de la production, des prix, faillites nombreuses, montée du chômage et recul des salaires, tensions sociales...
3. **phase de dépression ou récession** : ralentissement de l'activité économique
4. **phase de reprise** : elle marque le début d'un nouveau cycle.



## II. LES POLITIQUES DE CROISSANCE

Les fluctuations de l'activité s'accompagnent de déséquilibres économiques. Dans les périodes d'expansion, le climat des affaires est propice au développement de tensions inflationnistes. En revanche, les périodes de récession, l'investissement est réduit et le chômage a tendance à s'accroître.

C'est pourquoi l'un des objectifs majeurs des politiques économiques est d'atténuer ces fluctuations, afin de parvenir à une croissance stable et régulière.

### A. Les politiques visant à stimuler la demande (politiques d'inspiration keynesienne)

Lorsque la croissance économique est jugée trop faible, les pouvoirs publics cherchent à la stimuler en relançant la demande. Ces politiques privilégient donc une hausse de la consommation et des investissements pour relancer la croissance économique.

L'action sur la demande se fait par :

- une politique budgétaire expansive: réalisation de grands travaux, créations d'emplois publics, baisse de l'impôt sur le revenu, revalorisation du SMIC, distribution de revenus, ...  
Ces mesures augmentent le revenu disponible des ménages ce qui entraîne un accroissement de la consommation ce qui est favorable à la croissance économique.
- une politique monétaire qui privilégie des taux d'intérêts faibles pour encourager la consommation et l'investissement

## B. Les politiques de l'offre (politiques d'inspiration libérale)

L'objectif général des politiques de l'offre est de rendre le marché plus concurrentiel, notamment le marché du travail dont il faut accroître la flexibilité. L'Etat doit alors limiter son intervention dans l'activité économique.

Une baisse des charges fiscales et sociales des entreprises entraîne une baisse du coût du travail, et un accroissement des profits. Ce surplus de richesse permet d'accroître les investissements et de créer des emplois. Cela relance donc la croissance économique.

La création de contrats de travail plus flexibles pour les entreprises est une autre illustration des politiques dites « de l'offre ».

### **En conclusion : des politiques qui ont chacune leurs limites ...**

**Les politiques de relance d'inspiration keynésienne** menées jusque dans les années 80 ont entraîné des déséquilibres extérieurs, car les entreprises nationales ne sont plus compétitives : les exportations diminuent et les importations augmentent. Elles ont également entraîné d'importants déficits budgétaires. Parallèlement la croissance reste molle et le chômage progresse.

La plupart des pays européens ont adopté depuis le milieu des années 80 **des politiques de rigueur d'inspiration libérale, de désinflation compétitive** qui ont eu pour conséquences :

- Une maîtrise de l'inflation
- Un retour à l'équilibre extérieur (voire excédent)
- Une montée du chômage
- Une faible croissance

Actuellement, la croissance reste faible et le chômage persiste. On assiste également dans la plupart des pays industrialisés à un accroissement des inégalités de revenus et de l'exclusion sociale. Par ailleurs le désengagement de l'état est porteur de difficultés dans divers pays : dégradation des équipements collectifs et des services publics, recul de la recherche et de la formation, de la protection sanitaire et sociale...